

Berne, le 27 mai 1993

Division politique II
p.B.73.Guat.-LUNote au Chef du DépartementGUATEMALA :dissolution des pouvoirs législatif et judiciaire

an	SKS	BJOIFAI	HOE	SCR		a	a
date	1.9	21b	16/6	18/11			
visa		BUC	TC	TC			
EDA			01.06.93			10	
Ref.			a 154.2				

1. Les faits

Selon les renseignements communiqués par l'Ambassadeur Moser à M. de Luca le 25 mai 1993, le Président Serrano a annoncé, lors d'un discours télévisé prononcé le matin du même jour, la **dissolution du Congrès, de la Cour suprême de justice, du Ministère public et de la Procurie aux droits de l'homme**. Entrée en vigueur avec effet immédiat, la décision du Président Serrano, a été précédée par des **mouvements de troupes** - qui, président la capitale en ce moment - pendant le week-end. Le président Serrano a également **suspendu la Constitution** et a annoncé la convocation d'élections à une assemblée constituante dans les 60 jours. Le "serranazo", comme certaines dépêches d'agence appellent désormais ce paquet de mesures, n'est pas sans rappeler la décision que le Président péruvien Fujimori avait prise le 5 avril 1992, qui avait provoqué la condamnation presque unanime de la communauté internationale et qui avait comporté la suspension d'une tranche importante de l'aide internationale en faveur du Pérou (l'aide avait toutefois été rétablie à la suite de la tenue des élections à l'assemblée constituante).

Lors de son allocution télévisée, le Président Serrano aurait en outre affirmé que les **négociations de paix** entre le gouvernement et le mouvement de guérilla de l'URNG avaient **échoué** et que les deux parties se seraient déclarées la guerre. Le Président serait allé jusqu'à accuser l'URNG de se servir d'unités du FMLN (l'ancienne guérilla de El Salvador, actuellement démobilisée et légalisée suite à l'aboutissement des négociations de paix) pour ses opérations. De telles déclarations pourraient laisser pressentir une nouvelle **escalade de la violence** dans un pays qui présente déjà actuellement un tableau parmi les plus sombres de toute l'Amérique latine en matière de **violations des droits de l'homme** et de **violence politique**. La suspension du Procureur aux droits de l'homme (il serait aux arrêts domiciliaires) ne peut que renforcer ces préoccupations (on rappellera, en outre, qu'un programme de retour des réfugiés appuyé financièrement par la **Suisse** à raison de quelque 300'000 Frs. doit être mis à exécution sous la conduite dudit Procureur). Le prétexte pour cette suspension a été que le Procureur "aurait commencé à politiser la question des droits de l'homme, ce qui était intolérable".

En réalité, le Président Serrano, qui lors de son élection en janvier 1991 avait promis de pacifier son pays avant la fin de son mandat de 5 ans, loin d'avoir réussi à relancer le



processus de paix, se trouvait **de plus en plus isolé**. Ses plans de paix, qu'il présentait à intervalles réguliers (le dernier date de décembre 1992) , étaient accueillis dans le scepticisme, voire même dans l'indifférence la plus totale. Sur fond d'une situation sociale qui se dégrade sans cesse, le Président avait, contre son gré (et surtout contre celui des forces armées), autorisé l' ONU à contrôler sur le terrain la situation des droits de l'homme. L'attribution du Prix Nobel de la paix 1992 à Rigoberta Menchu, militante en faveur des droits des populations autochtones au Guatemala, a eu pour effet d'augmenter la pression internationale sur le gouvernement guatemaltèque. Le mécontentement de l'**armée**, vraie détentrice du pouvoir dans le pays (et habituée à l'exercer sans merci, dans une impunité presque totale) , est entretemps devenu évident et on peut voir la décision du Président Serrano comme un geste presque désespéré pour éviter sa propre destitution, précisément sur le modèle péruvien.

Le Président Serrano était également inquiet devant la perspective d'un débat au Congrès où il aurait été question d'autoriser l'ouverture d'un procès contre le Chef de l'Etat pour **corruption**. Suite au récent "impeachment" du Président vénézuélien Perez dans des circonstances similaires, M. Serrano aurait décidé de prendre les devants et de dissoudre l'organe qui aurait pu décider de mettre fin à sa carrière politique.

Après le "Fujigolpe" au Pérou, le coup d'Etat en Haïti (1991) , les destitutions présidentielles opérées par les pouvoirs judiciaires au Brésil (1992) et au Venezuela (1993) , pour ne pas mentionner les tentations golpistes qu'éprouvent les armées d'autres pays latino-américains, il existe un risque qu'à l'euphorie démocratique qui a déféré sur ce continent au début des années '90 fasse suite un **désenchantement**, voire un **fatalisme**, qui pourrait dangereusement faire tâche d'huile dans plusieurs Etats de la région. Nous estimons donc que la Suisse, qui encourage et soutient activement les efforts de réformes démocratiques dans de nombreux pays, devrait faire connaître sa position de condamnation lorsque l'ordre démocratique est renversé.

2. Proposition de "Sprachregelung"

"Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a pris acte avec préoccupation de la décision adoptée le 24 mai 1993 par le Président guatemaltèque, M. Jorge SERRANO ELIAS, de dissoudre le Parlement, la Cour suprême de justice, ainsi que d'autres institutions vitales pour la démocratie. Le DFAE déplore et condamne cette décision. Il lance un appel aux autorités guatemaltèques pour que l'ordre constitutionnel soit rétabli sans délai dans le pays. Il réitère, en outre, sa dénonciation des pratiques de violations systématiques des droits de l'homme dans cet Etat et réaffirme sa conviction que seule la négociation pourra permettre au pays de parvenir à la pacification et à la réconciliation nationale. Dans cet esprit, le DFAE considère la décision du Président Serrano comme un grave pas en arrière dans la poursuite de la justice et du progrès social au Guatemala".

J. Kellenberger
Kellenberger

Copie : - KE

- DASE

- SFR

- DDA, Section Amérique latine

- DOI

- DDIP

- Service de presse et information

- SI, FMD, LU

- Ambassade de Suisse au Guatemala (par fax)